

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Installation d'une canalisation (60 m)

Le conseil de la MRC du Haut-Richelieu recevra des soumissions pour l'installation d'une canalisation dans la branche 6 du ruisseau Chartier sur le territoire de la municipalité de Saint-Alexandre.

Selon les conditions météorologiques et les approbations requises des différents ministères, les travaux devraient pouvoir débuter le 1^{er} août 2025 et doivent être obligatoirement complétés pour le 1^{er} décembre de l'année en cours.

Les soumissions devront parvenir dans une enveloppe opaque à la MRC du Haut-Richelieu, 380, 4^e Avenue, Saint-Jean-sur-Richelieu, Québec, J2X 1W9, **au plus tard le 23 janvier 2025, 10h00**. Chaque enveloppe devra être clairement identifiée du nom du projet, sans mention du nom du soumissionnaire, logo, ni de ses coordonnées. Elles seront ouvertes publiquement à compter de 10h05 le même jour. Les soumissionnaires peuvent assister à l'ouverture des soumissions. Seuls le formulaire de soumission complet ainsi que la « Déclaration du soumissionnaire » conformément au règlement 552 relatif à la Politique de gestion contractuelle seront acceptés.

Les documents du présent appel d'offres sont disponibles sur le site Web du SEAO à l'adresse suivante : www.seao.ca ainsi que sur le site Web de la MRC du Haut-Richelieu à l'adresse suivante : <https://www.mrchr.qc.ca/la-mrc/administration-et-finances/gestion-contractuelle-et-appels-doffres#avis-dappel-doffres-publics>

Directives spécifiques suivant la Politique de gestion contractuelle de la MRC du Haut-Richelieu :

- 1) Toute personne qui communique ou tente de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un des membres du comité de sélection relativement à une demande de soumissions pour laquelle elle, ou une personne qu'elle représente, a présenté une soumission, pourra voir cette soumission rejetée.
- 2) La MRC du Haut-Richelieu pourra résilier ou amender un contrat obtenu par une entreprise qui a communiqué ou tenté de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un des membres du comité de sélection relativement à cet appel d'offres.
- 3) La MRC du Haut-Richelieu, en cas de non-respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (L.R.Q., c. T-11.011) et au Code de déontologie des lobbyistes, pourra résilier le contrat si le non-respect est découvert après l'attribution du contrat et ce, pour autant que le manquement soit lié à des événements directement liés à un contrat ou un appel d'offres de la MRC du Haut-Richelieu.
- 4) Advenant que les soumissions soient plus élevées que les taux du marché, la MRC du Haut-Richelieu se réserve le droit de ne retenir aucune soumission.
- 5) Tout don, paiement, offre, rémunération ou avantage accordé à un employé, membre du comité de sélection, membre du conseil de la MRC ou à la personne désignée en vertu de l'article 4 A.1 de la Politique de gestion contractuelle de la MRC du Haut-Richelieu en vue de se voir attribuer un contrat, peut entraîner, sur décision du conseil, le rejet de la soumission ou, le cas échéant, la résiliation du contrat.
- 6) Une personne qui a participé à l'élaboration et au suivi de l'appel d'offres ne peut soumissionner, ni contrôler directement ou indirectement une entreprise soumissionnaire.

Le conseil de la MRC du Haut-Richelieu se réserve le privilège de n'accepter aucune des soumissions, même la plus basse, et seules les soumissions conformes à la demande seront considérées.

Donné à Saint-Jean-sur-Richelieu, ce vingtième jour de décembre 2024.

Le directeur général et greffier-trésorier,

Joane Saulnier